COMPOSITION

Dynamiques géographiques des grandes aires continentales.

L’Afrique, les défis du développement. Le continent africain face au développement et à la mondialisation. (1/3)

Le continent africain face à la mondialisation.

Vous montrerez dans quelles mesures on peut affirmer que l’insertion croissante de l’Afrique dans la mondialisation a entraîné un développement accru et significatif ?

Les investissements massifs réalisés par les puissances du Sud comme le Brésil et la Chine en Afrique ces dernières années, les fortes croissances des Produits Intérieurs Bruts (PIB) de certains États du Nord (Maroc) ou du Sud (Afrique du Sud) du continent contrastent avec les images chocs des colonnes de réfugiés (Soudan du Sud, Centrafrique) et l’insécurité chronique (Région des Grands Lacs, Sahel). **L’Afrique est-elle enfin partie ?**  Le sujet invite à lier la mondialisation (Interconnexion et interdépendance croissantes des territoires *via* les échanges commerciaux et culturels) et développement (Augmentation de la capacité d’agir des individus par l’amélioration de leurs conditions de vie, pour reprendre la définition d’Amartya SEN, 1970) : **la mondialisation créé-t-elle du développement en Afrique ?** En privilégiant une approche géohistorique (*Géohistoire de la mondialisation. Le temps long du monde*, GRATALOUP, 2012), il faudra montrer, au contraire de nombreuses idées reçues, que **l’Afrique est fortement insérée dans la mondialisation** culturelle et même celle de l’économie libérale **en dépit d’un poids en valeur minime** (I.) mais qu’elle reste, peut-être à cause de sa forte insertion dans la mondialisation, le **continent d’un développement lent** et très inégalement distribué (II.), et ce à toutes les échelles géographiques et sociologiques. Enfin (III.) il faudra analyser les tendances récentes, celles d’une **montée en gamme des économies africaines** au sein de la mondialisation et d’une diffusion plus rapide du développement économique et social.

\* \* \*

Parce que l’Afrique abrite la majorité des Pays les Moins Avancés (PMA), on en déduit rapidement qu’elle est peu insérée dans la mondialisation. Validant au passage et sans le dire que l’insertion dans la mondialisation créé mécaniquement de la croissance, donc du développement. Incontestablement, **l’Afrique pèse peu dans la mondialisation** économique (1.) mais la **mondialisation compte sur l’Afrique** en même temps qu’elle s’y invite (2.) et **cette mondialisation prédatrice** s’explique essentiellement par la **sous-industrialisation** (3.) du continent.

  Si on prend la mesure de la richesse, les pays africains représentent **une part mineure de la richesse mondiale** : pour 16% de la population mondiale (1,2 milliards d’habitants, 2014) elle réalise moins de 5% du PIB mondial. Le PIB annuel de l’Afrique représente l’équivalent du PIB français sur la même période. Le PIB/hab./an moyen en Afrique est inférieur à 4 000 dollars (US$) soit le tiers du PIB/hab./an moyen et la moitié de la médiane. L’Afrique regroupe 33 des 47 Pays les Moins Avancés (1971, ONU, PMA) soit 70% de ce groupe : établie en 1971 par l’Organisation des Nations Unies, le groupe des PMA est constitué des pays ayant un PIB/hab./an inférieur à 999US$, un Indice de Développement Humain (IDH) faible (Moins de 0,520) et une économie peu diversifiée reposant essentiellement sur les services publics et l’extraction des matières premières. Les PMA représentent 12% de la population mondiale mais seulement 1% du PIB mondial. **La part de l’Afrique dans le commerce mondial est mineure** : elle ne représente que moins de 1 000 milliards des 20 000 milliards de dollars des exportations mondiales (2015), soit moins de 5% du commerce de biens et de services. Si elle est excédentaire dans le commerce des matières premières (+12%), elle est déficitaire dans celui des services (-10%). Bien sûr, derrière ces statistiques continentales, il existe de **fortes disparités, et ce à toutes les échelles.** 36 des 46 pays de l’ONU ayant un IDH faible sont des pays subsahariens. L’Afrique subsaharienne est la plus pauvre des Afriques, même si paradoxalement les deux premières économies africaines (Le Nigeria grâce aux exportations pétrolières, et l’Afrique du Sud) sont les deux 1ères du continent. L’Égypte représente ainsi à elle seule 20% des services du continent. Les économies nord africaines, essentiellement marocaine, sont plus diversifiées et mieux insérées dans les échanges mondiaux : les secteurs du Bâtiments et des Travaux Publics (BTP) et bancaires marocains investissent massivement dans la zone sahélienne. **Les pays disposant d’un littoral sont avantagés** dans un contexte de libéralisation des échanges de biens qui se traduit par une hausse du trafic maritime, qui réalise 80% des échanges mondiaux de marchandises. Certains pays africains ne vivent que des activités de transit avec l’intérieur des terres, comme le Bénin (Zone Industrialo-portuaire de Cotonou) en Afrique de l’Ouest dans le Golfe de Guinée. Les villes, dont les **villes géantes** (Le Caire, Lagos, Johannesburg) constituent le cœur d’aires urbaines de plus de 10 millions d’habitants (20 millions pour Le Caire, Égypte) et sont les **portes d’entrée privilégiées de la mondialisation** économique et culturelle. Cependant, loin d’une dichotomie caricaturale entre villes et campagnes, l’inégal accès aux produits de la mondialisation se voit peut-être plus au sein même des villes : les villes africaines voient le coefficient de GINI augmenter avec leur taille : plus elles sont peuplées, plus elles sont inégalitaires. Les *townships* d’Afrique du Sud, les bidonvilles de Lagos, les quartiers informels dans les périphéries de toutes les capitales africaines rappellent que la ville est d’abord le territoire des inégalités sociales. Mais l’inégal accès à la mondialisation des Africains ne se limite pas à des jeux d’échelles emboîtées : **les femmes sont les grandes marginalisées de la mondialisation en Afrique**. Les violences faites aux femmes dans les zones rurales (Excision, infibulation), les taux de scolarisation dans le supérieur (Moins de 3% des filles d’une génération accèdent à l’université au Niger) sont autant de stigmates de la marginalisation.

Pourtant réduire la mesure de l’intégration d’un territoire dans la mondialisation au poids financier des flux qu’il génère est réducteur et hypocrite : la mondialisation n’est pas seulement un processus économique mais aussi culturel, c’est passer sous silence le fait que **les matières premières minières africaines sont stratégiques** pour le fonctionnement même de la mondialisation. Par exemple la République Démocratique du Congo (RDC) possède 80% des réserves mondiales de Coltan, un minerai dont on extrait le niobium à la base des condensateurs de l’aéronautique et les filtres de la téléphonie mobile (60% de l’utilisation du niobium), des alliages de cobalt pour la construction des réacteurs et le revêtement des missiles et des engins spatiaux. Acheté 50 dollars le kilo au Kiwu, il est revendu sur le marché officiel à près de 50 000 dollars. **L’industrie mondiale de la téléphonie, de l’aéronautique, de l’armement et de l’industrie spatiale utilisent des matières premières extraites d’Afrique** : peut-on dire que parce que ces matières sont vendues à vil prix, l’Afrique n’est pas dans la mondialisation, comme on a pu dire qu’elle n’était pas dans l’histoire ? L’implantation récente des firmes des Industries Agroalimentaires (IAA) dans l’huile de palme et la culture de plantation des hévéas montre que l’Afrique constitue le nouveau territoire d’implantation des Firmes Transnationales (FTN) : comme celle du Groupe BOLLORÉ *via* ses filiales de la Société Financière des caoutchoucs (Socfin, à 38,75%) en RDC, qui détient 29 000 hectares de terres dans le bassin du Congo. En RDC (2014) plus d’un million de terres ont été défrichés, deux fois plus que la déforestation annuelle au Brésil. Difficile de prétendre que l’Afrique est mal insérée dans la mondialisation quand les FTN de la planète y font leur marché. La carte des voies ferrées et des routes africaines montre clairement l’extraversion des économies d’un continent qui a hérité de la colonisation (XIXe-XXe siècles) et des flux de la Traite (XVIe-XVIIIe siècles) un réseau de transport plongeant des gisements de matières premières vers les côtes. **L’Afrique est donc le poumon minéral** du monde. En témoigne la hausse des Investissements Directs Étrangers (IDE) dont le montant dépasse (2013) celui des aides au développement. Si elle est **faiblement acteur** de la mondialisation économique, elle est un acteur essentiel de la mondialisation culturelle. La présence des Africains aux conférences TEDx de *The Sapling Foundation* en témoigne, comme celle de Chimamanda NGOZI ADICHIE (Prix MacArthur 2008) qui y a notamment prononcé son discours « Nous sommes tous féministes » (Montréal, 2012) repris par la suite par la star planétaire BEYONCÉ (2013) dans son titre *Flawless*. Nelson MANDELA (Prix Nobel de la Paix), Léopold Sédar SENGHOR, Nadine GORDIMER (Prix Nobel de Littérature) sont des acteurs de la culture politique et artistique mondiale. **La culture africaine s’exporte et participe en métissant les autres cultures** **à la construction d’une culture mondialisée** en partie africaine. La mondialisation s’importe-t-elle pour autant ? Parce que Internet y est moins présent qu’ailleurs (Moins de 10 utilisateurs pour 1 000 habitants, un des taux les plus bas du monde) la mondialisation se diffuse avec un plus grand nombre de médiateurs et avec des médias plus classiques (Télévisions, postes de radio, presse papier…). Mais la téléphonie mobile, et les possibilités qu’offrent les Smartphone d’accéder à la radio et à l’Internet, révolutionne les pratiques politiques et sociales : le « Printemps arabe » en Tunisie, en Égypte, en Libye et en Syrie s’est fait grâce à l’utilisation efficace par les opposants des réseaux sociaux (Facebook, Twitter). 300 millions de téléphones cellulaires se vendent chaque année en Afrique ! La révolution contre Blaise COMPAORÉ (Burkina Faso, 2014) a vu la mobilisation des jeunes dans la rue grâce aux informations données par les activistes sur les pages des réseaux sociaux. **Les migrants**, qui **rapatrient chaque année près de 33 milliards de dollars vers l’Afrique** subsaharienne sont aussi une forme de connexion avec le Reste Du Monde (RDM).

Comment comprendre cette situation de subordination économique ? L’Afrique est le continent qui pèse le moins dans les échanges mondiaux, mais c’est aussi **le continent le moins industrialisé**. Si 80% du PIB africain est réalisé par les secteurs secondaire et tertiaire, les **matières premières** agricoles (Cacao, café, bois, huile de palme et caoutchouc) et minières (Uranium, pétrole, or, coltan-niobium) représentent **80% de la valeur des exportations** africaines. Les économies africaines sont les moins diversifiées, les pays industrialisés (Maroc, Afrique du Sud) ou en voie d’industrialisation (Médicaments génériques au Mozambique et en Tanzanie, OGM en Ouganda, assemblage automobile au Nigeria) sont rares et l’industrie réduite à l’état d’embryon voire de prototype économique. **Comment comprendre cette sous-industrialisation massive** du continent ? Plusieurs facteurs permettent de comprendre cette sous-industrialisation chronique. Le **1er facteur est démographique** : les densités humaines faibles depuis les temps protohistoriques (Fin du Néolithique) n’ont pas rendu nécessaire le passage vers des sociétés techniciennes comme aux extrémités de l’Eurasie, Europe de l’Ouest et mondes chinois (Ian MORRIS, *Pourquoi l’Occident domine le monde…Pour l’instant*, 2010, aussi Jared DIAMOND *De l’inégalité parmi les sociétés*, Prix Pulitzer 1998). À ces analyses déterministes qui prédominent aujourd’hui, s’ajoutent **des facteurs historiques** (2e facteur): la saignée démographique masculine des traites (Interne, saharienne, arabe) et plus particulièrement la « Traite atlantique » (du XVIe siècle au début du XIXe siècle) qui fut la plus courte mais la plus massive, (50% des esclaves déportés) et **l’orchestration par la colonisation (XVIIIe siècle – XXe siècle) de la sous-industrialisation** (Timothy MITCHELL, *Carbon Democracy*, 2012 et Kenneth POMERANZ, *Une grande divergence*, 2000). Le 3e facteur, historique également, tient aux **politiques de développement suivies par les « pères des indépendances » et qui privilégièrent le développement humain** (Santé, scolarité, énergie) plutôt qu’économique et laissèrent donc, portés par le *boom* des matières premières (1960-1980) consécutif aux « Trente Glorieuses » (Jean FOURASTIÉ, *Les « Trente Glorieuses » ou la révolution silencieuse (1945-1975)*, Fayard, 1979), cette « économie de rente » liée aux marchés mondiaux, devenir endémique en Afrique. **4e facteur, la logique libérale de la mondialisation des économies**, qui privilégie les avantages comparatifs et fait des pays africains faiblement industrialisés par l’histoire des pourvoyeurs de choix pour les matières premières agricoles ou minières. L’Organisation Mondiale du Commerce (OMC, 1994, Genève) interdisant les barrières douanières, l’Afrique n’avait plus la possibilité à la fin du XXe siècle de suivre le modèle des Nouveaux Pays Industrialisés d’Asie (NPIA-1) et des « BRIICS » (Brésil Russie, Inde, Indonésie, Chine et South Africa) d’industrialisation par substitution des importations. **5e facteur d’ordre de la politique internationale**, de nombreux **pays africains sont sous tutelle** financière et politique étrangère, souvent celle de l’ONU et de ses agences. Grevés par près de 100 milliards de dette publique et autant de dette privée, les États africains sont dépendants de l’Aide Publique au Développement (APD). Le Niger (Dernier IDH, 0,304) dépend à 50% de son budget propre des ressources minières de l’uranium, et 80% de ses dépenses publiques sont couvertes par l’APD : difficile dans cette situation de mise sous tutelle financière de décider de sa politique économique publique, surtout si elle contrevient aux sacro-saintes règles du « consensus de Washington ». Le Fonds Monétaire International (FMI) et le *World Bank Group* (Banque mondiale, WBG) surveillent de près les dépenses et les investissements des PMA, et sont souvent réticents – même si c’est moins qu’auparavant - à autoriser des entorses à la dérégulation ou à la libéralisation des économies. Sans économie diversifiée – même si l’Afrique du Sud et le Maroc offrent de beaux contre-exemples – **l’Afrique est condamnée à exporter des matières premières peu transformées et à importer des produits manufacturés** qui interdisent le développement de firmes manufacturières locales. N’étant pas créatrice de Valeur Ajoutée (VA), l’Afrique reste donc en marge de la valeur des échanges mondiaux, dégage peu d’épargne et n’accumule pas de capital. Un **6e facteur** financier et technologique entre en jeu : **la faible bancarisation et le coût prohibitif de l’argent** en Afrique. Le crédit est restreint aux citadins titulaires d’un emploi salarié ou de biens fonciers, les taux de crédits élevés (15% à 20%) font que l’argent circule mal, les économies manquent de liquidités.

\* \* \*

**Loin du misérabilisme** des années quatre-vingt et quatre-vingt dix, mais **loin aussi de l’enthousiasme** un peu rapide des années 2000 où certains voyaient déjà l’Afrique comme le géant économique du 1er XXIe siècle, **l’émergence de l’Afrique** à l’heure de la contraction du marché des matières premières **apparaît dans sa complexité**. Indéniablement les signes de l’émergence économique sont forts, le développement se diffuse vite et plus loin dans les périphéries des villes et dans les campagnes, l’assise géopolitique de l’Afrique est plus solide. **L’Afrique n’est plus « continent détourné »** dont parlaient HIRSH et POTIN (BOUCHERON, *Histoire du monde au XVe siècle*, 2012, Paris). Mais **les défis restent énormes et les succès fragiles** : les tensions entre modernités et traditions sont récurrentes. La décision de la maire de la ville d’Uthukela en Afrique du Sud de conditionner les bourses scolaires aux seules jeunes filles capables de fournir chaque année un certificat de virginité montre que les populismes s’invitent dans la démocratie africaine aussi…

© **Erwan** BERTHO (Mars 2016)

Pour une actualisation régulière des sources, reportez-vous à la catégorie [hglycee.fr / SOURCES & RESSOURCES / Les sources Géographie L’Afrique : les défis du développement] ou cliquez sur le lien hypertexte ici.